

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1115^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Vendredi 22 juin 1962,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Point 97 de l'ordre du jour: <i>Question de la Rhodésie du Sud (suite)</i>	1583

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la Rhodésie du Sud (suite)

1. M. RIAD (République arabe unie) [traduit de l'anglais]: Ma délégation, de concert avec 40 autres délégations, a demandé que l'Assemblée générale discute d'urgence la question de la Rhodésie du Sud [A/5127]. En agissant ainsi, l'intention de ma délégation était de voir réduire par une discussion franche et honnête les zones de tension dans ce monde troublé qui est le nôtre.

2. Je ne me souviens pas que des objections sérieuses aient été soulevées contre la discussion en soi. Les objections ont porté sur le moment choisi plutôt que sur le fond. Etant donné que la question de l'inscription à l'ordre du jour est déjà réglée, on ne peut qu'exprimer l'espoir que les délégations qui n'étaient pas d'accord avec nous voudront bien nous aider à trouver la solution juste. Je fais également appel à la délégation du Royaume-Uni, puissance qui administre le territoire, en lui demandant d'envisager le problème tel que nous le voyons afin d'éviter que ne se produise une nouvelle catastrophe en Afrique, ce continent qui a souffert et souffre encore de nombreuses effusions de sang causées par la même politique que celle qui est suivie en Rhodésie du Sud.

3. Il ressort de la Charte que les Nations Unies ont la responsabilité d'assurer l'évolution pacifique des territoires coloniaux vers l'indépendance. Cela a été confirmé et répété à maintes reprises, notamment dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Le paragraphe 5 de cette résolution stipule:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

4. L'Assemblée générale a confirmé de nouveau ce principe lorsque, dans sa résolution 1654 (XVI), elle a créé le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur

l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Malheureusement, certaines puissances administrantes ont considéré ces mesures comme une ingérence dans leurs affaires intérieures et elles refusent de communiquer régulièrement aux Nations Unies des renseignements, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, sur la situation dans les territoires dont elles étaient ou sont encore responsables. Bien entendu, des prétextes divers ont été invoqués dans chaque cas. Un des prétextes a consisté à refuser de reconnaître à la colonie en question le statut de territoire non autonome. Tel a été le cas pour la Rhodésie du Sud.

5. Je ne me propose pas de retenir l'attention de l'Assemblée générale sur cette question qui a été discutée longuement au Comité spécial des Dix-Sept, où la majorité des membres a conclu que le territoire n'avait pas pleinement accédé à l'autonomie et qu'en conséquence il devait être considéré comme un territoire non autonome. Il est bien ironique de poursuivre la discussion à ce sujet ou même de se permettre d'en discuter lorsqu'on sait très bien qu'une minorité de colons domine le pays et empêche la majorité d'exercer les droits fondamentaux de l'homme. Je me permettrai de rappeler que cette majorité est constituée par la population autochtone du territoire.

6. Le Comité spécial des Dix-Sept, ayant conclu à la gravité de la situation et à l'urgente nécessité de mesures positives, a envoyé à Londres un sous-comité composé de quelques-uns de ses membres pour discuter plus avant de la question avec le Gouvernement du Royaume-Uni, dans l'espoir de modifier son attitude et de l'orienter dans le sens souhaité. Le Sous-Comité pour la Rhodésie du Sud a estimé que, si aucun effort véritable n'était fait pour reviser la politique et les méthodes suivies jusqu'ici, il risquerait d'en résulter un sentiment de désespoir qui pourrait conduire à de graves désordres et à des actes de violence dont les répercussions ne seraient certainement pas limitées au territoire. Par la suite, le Comité spécial des Dix-Sept a fait sienne cette opinion et a recommandé à l'Assemblée générale de s'occuper de la question, en tant qu'affaire urgente.

7. On a prétendu que ce caractère d'urgence avait disparu du fait que les élections avaient été ajournées au début de 1963. On a fait valoir également que la Constitution de 1961 n'était pas encore entrée en vigueur. Mais il ne s'agit pas de la Constitution ou des élections. Il s'agit d'une question beaucoup plus importante. Il s'agit d'un peuple placé sous une domination coloniale, exploité par des étrangers et privé de l'exercice des droits de l'homme dans son propre pays. J'affirme qu'il n'y a pas là une question juridique, comme certains voudraient nous le faire croire. Il y a là le problème d'une nation entière placée dans une situation injuste et inhumaine qui pourrait conduire à des actes de violence.

8. Lorsque j'ai lancé un appel à la délégation du Royaume-Uni pour qu'elle coopère à la recherche d'une solution équitable et juste de ce problème, je m'adressais en fait, comme je l'ai annoncé à l'autorité responsable, ou, dirai-je, conformément aux termes de la Charte, à la Puissance administrante. Le Comité spécial des Dix-Sept a décidé qu'elle l'est lorsqu'il a déclaré que le territoire de la Rhodésie du Sud est un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte. Comme d'autres représentants l'ont déjà fait devant l'Assemblée, ma délégation insiste pour que les conditions et les principes énoncés dans les résolutions 742 (VIII) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale soient pleinement appliqués en Rhodésie du Sud avant qu'on puisse prétendre que ce territoire a accédé à l'autonomie.

9. Nous estimons que le Gouvernement du Royaume-Uni est tenu d'établir une autonomie fondée sur le principe du suffrage universel des adultes, de tenir dûment compte des aspirations politiques de la population et de l'aider à créer progressivement ses libres institutions politiques. Nous sommes d'avis que le Gouvernement du Royaume-Uni doit empêcher qu'on refuse les droits de l'homme à la population et doit préparer la voie pour que cette population puisse administrer et gouverner son propre pays. En fait, la prétendue Constitution de la Rhodésie du Sud^{1/} n'est qu'un rouage de l'ensemble du mécanisme colonial mis en place pour maintenir la domination étrangère de la minorité sur la majorité autochtone.

10. La vérité est qu'il existe une domination coloniale dont la population est résolue à se débarrasser. Nous ne pourrions donc jamais accepter l'argument selon lequel il y aurait un gouvernement de la Rhodésie du Sud, puisqu'en fait seule existe une domination coloniale.

11. La responsabilité qui incombe aux Nations Unies de veiller à la liquidation du colonialisme est devenue un fait établi. Il nous semblait naturel de penser que la tâche du Comité spécial en ce qui concerne la Rhodésie du Sud aurait été facilitée si le Royaume-Uni, tenant compte des dispositions de la Charte et des résolutions de l'Assemblée générale, avait pris une attitude favorable. Nous nous serions alors réunis pour nous féliciter de l'indépendance de la Rhodésie du Sud et de son admission à l'Organisation des Nations Unies. Mais c'étaient là de vains espoirs, semble-t-il, car le problème auquel nous avons à faire face actuellement a été créé de toutes pièces par la puissance coloniale. Le Royaume-Uni a créé en Rhodésie du Sud une situation intérieure complexe: il est de son devoir de trouver rapidement une solution qui permette de sortir de cette situation une fois pour toutes. En premier lieu, le Royaume-Uni n'a jamais eu le droit de vendre les 3 millions d'habitants de la Rhodésie du Sud à une minorité étrangère qui représente moins du dixième de la population totale.

12. Les Nations Unies, qui, nous en sommes convaincus, doivent toujours être le bastion de la paix et du progrès, ne peuvent, à notre avis, prétendre avoir atteint ce but tant qu'elles n'auront pas fait en sorte que tous les peuples aient accédé à l'indépendance et que le colonialisme ne soit finalement un sujet d'intérêt que pour les historiens. C'est pourquoi ma délégation estime que l'Organisation ne doit épargner aucun effort dans la tâche qui lui incombe de liquider

le colonialisme et d'établir la paix dans le monde, ce qui est l'objectif fondamental de la Charte. De plus, les Nations Unies ne peuvent transiger lorsqu'il s'agit de libérer les peuples du colonialisme. On ne doit donc pas permettre de procéder à des marchandages ici même, en cette auguste assemblée, à propos de la Constitution de la Rhodésie du Sud. En réalité, il ne peut y avoir de constitution authentique que si elle accorde une représentation pleine et entière à la population de la Rhodésie du Sud et si elle stipule une complète liberté démocratique et l'égalité des droits, sur la base du principe "à chacun une voix".

13. Ayant exposé les vues de ma délégation sur cet important problème, je tiens à ajouter que nous aurions préféré présenter à l'Assemblée générale un projet de résolution recommandant l'octroi de l'indépendance à la Rhodésie du Sud. Cependant, nous avons pensé qu'il était préférable, au stade actuel, de présenter le projet de résolution qui figure dans le document A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4. Ce projet, dont ma délégation est un des auteurs, approuve les conclusions du Comité spécial des Dix-Sept et affirme que le territoire de la Rhodésie du Sud est un territoire non autonome; il prie la Puissance administrante de convoquer une conférence constitutionnelle en vue d'élaborer une constitution qui garantisse les droits de la majorité de la population, de prendre des mesures immédiates pour rétablir tous les droits de la population non européenne, d'accorder l'amnistie à tous les détenus politiques et d'assurer leur mise en liberté immédiate; enfin, il prie le Comité spécial de poursuivre les efforts constructifs qu'il déploie pour que la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale soit appliquée le plus tôt possible à la Rhodésie du Sud afin que ce territoire puisse devenir un nouvel Etat africain indépendant.

14. Ce projet de résolution est très simple et doit pouvoir être adopté par l'Assemblée. L'Afrique d'aujourd'hui n'est pas l'Afrique d'hier. De nombreuses nations d'Afrique, jadis sous domination étrangère, ont atteint leur but après une lutte acharnée et ont accédé à l'indépendance. Les peuples qui luttent encore pour ce noble but y parviendront sans aucun doute. Je suis convaincu que le jour n'est pas loin où nous accueillerons tous en cette enceinte les représentants de la Rhodésie du Sud en tant que Membre et que nous travaillerons ensemble au progrès et à la prospérité de toute l'humanité.

15. M. ASTAPENKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) [traduit du russe]: La demande de 41 délégations de pays d'Afrique et d'Asie tendant à inscrire la question de la Rhodésie du Sud à l'ordre du jour de la reprise de la seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies [A/5127] a été accueillie avec faveur et compréhension par la délégation de la RSS de Biélorussie. Notre délégation partage entièrement les motifs et les considérations exposés dans le mémoire explicatif des pays d'Afrique et d'Asie, demandant l'inscription de la question de la Rhodésie du Sud à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies et son examen en tant qu'affaire urgente, conformément à la recommandation faite par le Comité spécial des Dix-Sept, chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. L'inscription de cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale grâce aux voix de la majorité écrasante des Etats Membres de l'Organisation, avec

^{1/} The Southern Rhodesia (Constitution) Order in Council, 1961 (Londres, H.M. Stationery Office).

la seule opposition des pays coloniaux et de leurs alliés des blocs militaires, ainsi que la marche du débat confirment de façon très convaincante que la question de la Rhodésie du Sud est une question très importante qui exige une solution urgente.

16. Le caractère d'importance et d'urgence de cette question dérive du fait que le Royaume-Uni, en sa qualité d'autorité administrante, ne respecte pas les engagements qu'il a contractés en vertu de la Charte à l'égard de la Rhodésie du Sud. Les droits et la dignité du peuple de la Rhodésie du Sud sont bafoués, ainsi que le note le Sous-Comité de la Rhodésie du Sud dans son rapport: "Si aucun effort véritable n'est fait pour réviser la politique et les méthodes suivies jusqu'ici, le Sous-Comité craint qu'il n'en résulte un sentiment de désespoir qui pourrait conduire à de graves désordres et à des actes de violence..." [A/5124, annexe I, par. 44.]

17. De plus, dans le mémoire des pays d'Afrique et d'Asie demandant l'inscription de la question de la Rhodésie du Sud à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale, il est dit (et ceci a été souligné ici dans les interventions de beaucoup de délégations) que: "Jusqu'ici, aucun événement favorable ne s'est produit qui puisse donner l'espoir d'une amélioration. Au contraire, la situation continue de s'aggraver en Rhodésie du Sud et il faut de toute nécessité que l'Assemblée générale examine la situation à la reprise de sa seizième session." [A/5127, par. 5.]

18. Le Royaume-Uni, en tant qu'autorité administrante, a entrepris des actions illégales à l'égard de la Rhodésie du Sud. Les colonisateurs britanniques, s'opposant à l'application à la Rhodésie du Sud de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, tentent d'empêcher la Rhodésie du Sud d'accéder à l'indépendance et s'efforcent d'y maintenir sous une nouvelle étiquette l'ancien régime colonial.

19. On le sait, en Rhodésie du Sud résident environ 240 000 colons blancs. Dans ce pays africain, ce ne sont pas les Africains qui occupent les postes importants. Trois millions d'Africains, qui y sont chez eux — dans leur Rhodésie du Sud — sont privés de tous les droits, condamnés à une existence misérable. Et c'est ce "régime" que les colonisateurs britanniques veulent conserver en Rhodésie du Sud, après avoir imposé à ce pays la prétendue Constitution de 1961.

20. La "Constitution" de 1961 est une invention des colonisateurs britanniques. La délégation de la RSS de Biélorussie s'associe pleinement au jugement porté sur cette constitution dans les interventions de nombreuses délégations, la considérant comme une constitution raciste ayant pour but de créer en Afrique un nouvel Etat raciste.

21. Cette constitution a été élaborée au Colonial Office britannique; elle a été rédigée de façon à conserver une position dominante au petit groupe des colons blancs et à priver les Africains de tous droits.

22. D'après des calculs préalables, tout au plus 15 000 Africains, sur une population de 3 millions, pourront dans le cas le plus favorable participer aux prétendues élections. Ces élections ne peuvent avoir qu'un seul but: consolider la domination des colonisateurs en Rhodésie du Sud, donner un aspect légal à cette domination, induire ou tenter d'induire en erreur l'opinion publique mondiale.

23. Ce plan des colonisateurs prévoit que les Africains ne pourront compter occuper plus de 15 sièges à l'Assemblée législative; encore ces 15 sièges ne sont-ils pas forcément garantis à des Africains.

24. Pour la population européenne, il est prévu au moins 50 sièges dans l'Assemblée législative. De cette façon, un Africain représentera à l'Assemblée législative 200 000 autochtones, alors qu'un représentant des colonisateurs sera le porte-parole de 5 000 personnes, c'est-à-dire que la proportion est de 40 contre un en faveur des colonisateurs. Et c'est cela que les colonisateurs britanniques essaient de présenter comme un exemple de la démocratie représentative!

25. Le peuple de la Rhodésie du Sud exige résolument l'abrogation de cette prétendue constitution. Comme l'indique le mémoire des 41 Etats d'Afrique et d'Asie, proposant la question de la Rhodésie du Sud à l'examen de cette session de l'Assemblée générale, "il est notoire que la population africaine de la Rhodésie du Sud est violemment hostile à la nouvelle Constitution proposée" [A/5127, par. 4].

26. Cette prétendue constitution doit être abrogée. De même doivent être abrogés tous les autres actes juridiques affectant les droits et la liberté de la population africaine de la Rhodésie du Sud, actes dont le but est de maintenir le régime colonial dans ce pays. On doit aussi repousser tout autre truquage dont le but serait de réduire les droits des Africains par une représentation inégale de la population africaine dans les organes du pouvoir, ce qui reviendrait à conserver le régime colonial.

27. Le seul principe démocratique juste, universellement admis, qui doit être la base de la nouvelle législation remplaçant la prétendue Constitution de 1961, c'est: "à chacun une voix". Seule l'institution du suffrage universel peut amener à créer des organes gouvernementaux représentatifs sur une base vraiment démocratique. Tous les partis politiques, syndicats et autres organisations publiques doivent avoir pleine liberté d'action.

28. La Rhodésie du Sud, au profit des monopoles étrangers et contre la volonté de son peuple, a été, on le sait, incorporée par les colonisateurs britanniques dans ce qu'on appelle la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland. Dans cette prétendue Fédération, comme on l'a fait justement remarquer ici, la Rhodésie du Sud s'est vu attribuer le rôle de bête de somme. La création de cette fédération a été dictée par le désir des colonisateurs britanniques de conserver le vieux régime colonial sous une nouvelle étiquette; ils essaient ainsi de s'adapter aux conditions nouvelles, à une ère nouvelle.

29. Les colonialistes n'ont déjà plus les moyens d'arrêter l'immense processus de libération des peuples du joug colonial; aussi font-ils tout pour freiner ce processus en essayant de conserver le passé sous une nouvelle enseigne, sous un nouveau nom.

30. L'Autorité administrante demeure sourde aux exigences des peuples de cette prétendue fédération, qui en réclament la dissolution. La délégation de la RSS de Biélorussie s'associe pleinement aux délégations qui, dans leur intervention, ont fait voir qu'il est nécessaire que les Nations Unies invitent l'Autorité administrante à dissoudre cette prétendue fédération.

31. La Rhodésie du Sud, comme l'indique le Comité des Dix-Sept dans son rapport [A/5124] en se fondant sur l'enquête qu'il a effectué, est un territoire non autonome à l'égard duquel doivent être appliquées les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

32. L'Autorité administrante, guidée exclusivement par ses intérêts de lucre, a recours à différentes manœuvres pour établir le statut de ce territoire. Cependant, tout cela ne peut induire personne en erreur. Les représentants qui ont parlé avant moi ont déjà analysé et mis en évidence la vanité des efforts faits par l'Autorité administrante pour faire croire que la Rhodésie du Sud n'est déjà plus un territoire non autonome. La question, comme l'a très justement remarqué dans son intervention le représentant de la République arabe unie, est parfaitement claire pour tous. La Rhodésie du Sud est un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte. On doit appliquer à la Rhodésie du Sud la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

33. La délégation de la RSS de Biélorussie s'associe à la demande, déjà exprimée dans leurs interventions par de nombreuses délégations, tendant à ce que la Rhodésie du Sud obtienne l'indépendance le plus rapidement possible et en tout cas au plus tard à la fin de 1962.

34. La lutte contre le colonialisme a toujours rencontré de la compréhension et une sympathie chaleureuse chez nous, soviétiques. Le peuple biélorussien préconise résolument la liquidation très rapide du colonialisme, l'octroi sans délai de l'indépendance à tous les peuples coloniaux qui ne l'ont pas encore. Voilà pourquoi notre délégation tient à ce que soit fixé un délai pour l'octroi de l'indépendance à la Rhodésie du Sud. Comme nous l'avons déjà dit, l'indépendance doit être accordée le plus tôt possible et, en tout cas, au plus tard à la fin de l'année 1962. Il est indispensable d'exiger que, dans la nouvelle constitution qui doit être élaborée à la place de la prétendue Constitution de 1961, soit inscrit le principe démocratique reconnu universellement: "à chacun une voix". Il est indispensable de dissoudre la prétendue Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland.

35. La délégation de la RSS de Biélorussie appuiera, spécialement par son vote, toutes les propositions qui auront pour but d'accorder une liberté et une indépendance réelles et non fictives à la Rhodésie du Sud.

36. M. BERARD (France): Les problèmes que soulève l'évolution politique de la Rhodésie du Sud sont certainement parmi les plus ardues et les plus délicats qui se posent actuellement dans le continent africain. Plusieurs des orateurs qui m'ont précédé à cette tribune ont pris soin de le souligner et ils ont eu raison. Ce caractère doit nous inciter à examiner cette question avec sang-froid et avec mesure, sans nous laisser emporter par la passion.

37. Ces problèmes doivent, pour la même raison, être considérés avec réalisme. Il s'agit de tenir compte des possibilités d'action de l'Assemblée générale et, même si celles-ci étaient pleinement établies et justifiées, il convient de peser leur opportunité. Une intervention de l'Organisation des Nations Unies dans un domaine relevant de la souveraineté interne et qui outrepasserait par conséquent sa compétence ne pourrait que compliquer une situation déjà suffisamment difficile. D'autre part, ce n'est certes pas en

précipitant l'examen de cette situation et en cherchant à y apporter des solutions hâtives que notre organisation peut faciliter une évolution progressive et pacifique qui assure aux habitants de ce pays la liberté, le respect des droits de l'homme, en même temps que le bonheur et le progrès.

38. A l'égard de la compétence de l'Assemblée, les positions françaises ont été constantes depuis les débuts mêmes de notre organisation. Puisque le projet de résolution qui nous est soumis fait allusion au Chapitre XI de la Charte, qu'il me suffise de rappeler en un mot que ce chapitre n'a jamais conféré aux Nations Unies la compétence de droit pour se prononcer sur l'autonomie ou la non-autonomie d'un territoire. De même, l'appréciation des mesures prises en vue de favoriser l'évolution de tel ou tel territoire relève, selon nous, de la compétence exclusive et souveraine des Etats Membres responsables. D'ailleurs, la Charte n'a pas donné — et pour cause — la liste des puissances administrantes, non plus que celle des territoires non autonomes.

39. Tels sont, à notre avis, la lettre et l'esprit de la Charte. Si d'aucuns estiment que les stipulations en sont insuffisantes ou qu'elles sont dépassées dans ce domaine — ce qui est pleinement leur droit —, la seule solution est de les réviser selon les procédures constitutionnelles prévues à cet effet. Mais on ne saurait les tourner ou les modifier par le biais de simples résolutions.

40. Quand bien même on ne voudrait pas s'arrêter aux objections de caractère juridique que je viens de rappeler, il reste que d'autres considérations, non moins importantes, s'imposent à la sagesse de l'Assemblée; elles ont trait à l'opportunité et au réalisme de nos projets de résolution.

41. Serait-il raisonnable, serait-il prudent d'opérer en toute hâte un patient dont le mal ne présente tout de même pas un tel caractère d'urgence et au sujet duquel nous ne possédons pas tous les éléments d'appréciation? Une telle intervention pourrait-elle donner des résultats bénéfiques? Certes, la situation de la Rhodésie du Sud doit retenir toute notre attention; elle doit susciter la sympathie de tous les hommes de bonne volonté. Mais y a-t-il vraiment cette urgence que plusieurs orateurs ont invoquée pour proposer des recommandations de caractère radical et ces recommandations auraient-elles les résultats favorables qu'il faudrait souhaiter? On en peut sérieusement douter.

42. La question a été débattue de savoir si la Rhodésie du Sud est ou n'est pas autonome. Je ne veux pas intervenir dans cette controverse. Un fait, en tout cas, demeure: le gouvernement actuel de ce pays possède le plein contrôle de ses affaires intérieures et le Royaume-Uni est constitutionnellement incapable d'agir sur place sans l'accord des autorités sud-rhodésiennes. Ses seuls moyens d'action à leur égard sont la négociation et la persuasion.

43. Et n'oublions pas qu'il en est de même pour notre assemblée; elle ne peut évidemment pas demander au Royaume-Uni de faire quelque chose qu'il ne peut faire. Même s'il avait conservé, sous l'empire de la Constitution rhodésienne de 1923^{2/}, un certain nombre de pouvoirs réservés, il ne reste pas moins

^{2/} The Southern Rhodesia Constitution Letters Patent, 1923 (Londres, H.M. Stationery Office).

qu'il n'en a jamais fait usage et que, selon la pratique constitutionnelle britannique, une convention tacite s'est établie depuis longtemps, suivant laquelle le gouvernement de Londres ne peut intervenir dans les affaires intérieures de la Rhodésie du Sud ni légiférer pour ce pays sans son consentement. Ces pouvoirs réservés ont d'ailleurs disparu de la Constitution du 6 décembre 1961, tandis qu'y était introduite une déclaration des droits.

44. De cette constitution, les auteurs du projet de résolution demandent l'abrogation avant même qu'elle ait été mise en vigueur, avant qu'elle ait pu faire la preuve de son caractère nocif ou bénéfique. Quel que soit, sur ce point, le sentiment d'un chacun, nous ne pouvons pas oublier que cette constitution n'a pas été établie par le Royaume-Uni, qui ne peut donc ni la modifier ni l'annuler, sinon à la demande du gouvernement du territoire. De son côté, l'Assemblée générale ne peut pas imposer au Gouvernement de la Rhodésie du Sud d'amender sa propre constitution.

45. Ma délégation et mon gouvernement comprennent pleinement les préoccupations, les inquiétudes et les motifs qui inspirent, dans cette affaire, les Etats africains, en particulier ceux qui sont situés au sud du Sahara. La France a toujours condamné la discrimination raciale; elle s'est toujours fait la protagoniste de l'égalité entre tous les hommes, à quelque continent ou à quelque race qu'ils appartiennent; elle ne l'a pas seulement proclamée en paroles ou dans des textes juridiques; elle la pratique effectivement; elle reste, en toutes circonstances, fidèle à cette position.

46. Ma délégation est, d'autre part, aussi consciente que d'autres du fait que le suffrage universel n'existe pas encore en Rhodésie du Sud. Fidèles aux principes que mon pays défend depuis si longtemps, nous ne pouvons que regretter vivement un tel état de choses et affirmer que l'institution d'un suffrage universel véritable est une étape indispensable dans l'évolution politique de la Rhodésie du Sud. Nous espérons que cet appel sera entendu; mais nous n'avons aucun moyen d'imposer ce point de vue, si légitime soit-il.

47. De cette situation de droit et de fait, il faut conclure que l'Assemblée se doit d'être réaliste. Au lieu de s'attacher à lancer des injonctions inopérantes qui risquent d'exaspérer de part et d'autre les passions et de cristalliser les positions, elle doit plutôt s'associer aux efforts réels du Royaume-Uni pour apporter aux problèmes que pose l'évolution progressive et pacifique de la Rhodésie du Sud une solution favorable et sage.

48. Depuis 15 ans, le Royaume-Uni a réalisé une œuvre de décolonisation immense, à laquelle notre collègue du Ghana a rendu hommage à cette tribune. Le Royaume-Uni a amené à l'indépendance plus de 600 millions d'hommes habitant des pays dont la superficie ne couvre pas moins de 8 millions de kilomètres carrés. Cette œuvre, il l'a conduite avec le maximum d'intelligence, de sang-froid et de perspicacité. C'est à la lumière de cette œuvre déjà réalisée que nous devons considérer son programme et sa position d'aujourd'hui. Personne, à notre avis, n'a le droit de mettre en doute les intentions qui animent le Gouvernement britannique. Personne ne peut l'accuser de poursuivre une politique qui ne correspondrait pas à ce qu'il estime être non seulement l'intérêt des populations de cette région, mais le processus qui doit les mener de la manière la plus sûre et la plus rapide à la situation nouvelle à laquelle ils aspirent.

49. Quant aux calomnies qui ont pu être formulées à cette tribune à l'adresse du Royaume-Uni et de mon pays, elles ne valent pas la peine qu'on s'y arrête.

50. Parlant au nom d'un gouvernement qui s'honore d'avoir, tout récemment encore, mené pacifiquement et en un laps de temps très court, 14 Etats africains à l'indépendance, je laisse aux membres de cette assemblée qui veulent être objectifs le soin de juger de la valeur et de l'utilité des déclarations faites dans cette enceinte, le 18 juin dernier, par le représentant de l'Union soviétique, et du crédit que l'on peut ainsi accorder au reste de son intervention. Les remarques du représentant soviétique sont d'autant plus surprenantes quand on pense que son pays ne passe sans doute pas encore pour le modèle de la démocratie libérale, pour le paradis des libertés civiques ou pour le champion de l'indépendance véritable de toutes les nations européennes et asiatiques.

51. En ce qui concerne la Rhodésie du Sud, ma délégation affirme sa foi dans la capacité du Gouvernement britannique d'améliorer la situation et de susciter progressivement des résultats véritablement tangibles. Nous savons l'intérêt que ce gouvernement y apporte. Certains ont voulu voir dans le fait que le Vice-Premier Ministre a été investi de la responsabilité de cette affaire un signe de la gravité de la situation. Soyons justes, c'est bien plutôt une preuve de la volonté de Londres d'apporter à cette question tout son soin.

52. La pleine coopération du Royaume-Uni est d'ailleurs indispensable à notre organisation. L'attitude de conciliation et de coopération qu'il a jusqu'à présent adoptée à l'égard de tous ces problèmes est un élément constructif qu'il serait regrettable d'éliminer. En adoptant une résolution comportant des exigences irréalisables, l'Assemblée mettrait en péril cette indispensable collaboration. Elle accroîtrait les difficultés de l'entreprise et susciterait les dangers qu'elle veut justement éviter.

53. C'est pourquoi ma délégation ne peut accepter un projet qui lui paraît inspiré bien plutôt par la passion, si sincère qu'elle puisse être, que par la raison et dont les conséquences ne pourraient être qu'éminemment regrettables.

54. M. AKAKPO (Togo): La question de la Rhodésie du Sud est l'une de celles qui se posent en Afrique d'une façon angoissante. Elle menace la liberté de plusieurs millions d'Africains dans ce territoire. Ma délégation exprime l'espoir que, dans le calme, une solution juste puisse être trouvée à cet angoissant problème, une solution qui sauvegarde la liberté et la dignité ainsi que les droits imprescriptibles des Africains.

55. Il n'est pas possible qu'à l'heure actuelle, alors que la révolution politique libère l'Afrique de la domination coloniale et a permis la naissance, déjà, de plusieurs Etats africains indépendants, une nouvelle forme de domination, le néo-colonialisme, puisse, en Rhodésie ou ailleurs, réussir dans cette tentative en vue de priver les Africains de leur liberté ou de changer leur destin.

56. La situation qui s'est développée en Rhodésie du Sud à propos de la Constitution du 6 décembre 1961, qui doit entrer en vigueur au lendemain des élections législatives, n'est pas sans inquiéter profondément les Etats africains et le reste du monde. Le Comité spécial des Dix-Sept a recommandé qu'elle soit

examinée à la présente reprise de la seizième session ou à une session extraordinaire en tant qu'affaire urgente.

57. La date des élections législatives, prévue d'abord pour octobre 1962, vient d'être reportée en 1963, sans que l'on sache si le Gouvernement du Royaume-Uni a l'intention d'apporter des modifications à la Constitution, Constitution à laquelle s'oppose énergiquement la population africaine de la Rhodésie du Sud, qui forme la grande majorité des habitants. Il semble à ma délégation que l'opposition vive de la population africaine serait la cause de ce changement de date. Quoi qu'il en soit, aucune évolution favorable, aucune amélioration de la situation ne survenant dans le territoire, 39 pays, dont le mien, ont proposé, par l'intermédiaire de leurs représentants, l'inscription de la question de la Rhodésie du Sud à l'ordre du jour de la présente reprise de la session.

58. L'Assemblée générale, en adoptant [1109^e séance], par 62 voix contre 26 — plus des deux tiers des voix — la recommandation du Bureau, malgré les efforts tentés pour empêcher cette adoption, a donc estimé qu'il était d'une extrême urgence de faire connaître au Gouvernement du Royaume-Uni l'opinion mondiale sur la question de la Rhodésie du Sud, qui est un territoire non autonome selon le Chapitre XI de la Charte.

59. Ma délégation a étudié avec une attention particulière la Constitution du 6 décembre 1961, principalement la section concernant l'Assemblée législative. C'est un texte qui, de l'avis de ma délégation, tend à perpétuer la domination des Africains de la Rhodésie du Sud par une minorité d'Européens et à rendre légale la discrimination raciale. En effet, la Constitution crée une assemblée législative de 65 membres, dont 50 seront élus dans des circonscriptions et 15 dans des districts électoraux, circonscriptions et districts électoraux s'étendant sur l'ensemble du territoire. Le système électoral est celui du double collège, qui est partout ailleurs abandonné aujourd'hui parce qu'il établit une inégalité de droits. Bref, il s'agit d'élire, en Rhodésie du Sud, 50 Européens pour représenter 250 000 blancs, et 15 Africains seulement pour représenter 3 millions d'Africains. Cette institution ne vise rien de moins qu'à soumettre 3 millions d'Africains à la domination de 250 000 Européens en Afrique du Sud.

60. Nous pensons que, loin d'être un instrument de paix, la Constitution ne pourra que provoquer de vives réactions qui aboutiraient à des troubles dangereux. L'Assemblée générale, porte-parole du monde, a ici définitivement condamné le colonialisme et toutes les formes de domination par sa résolution 1514 (XV) contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

61. Nous pensons donc et nous espérons que le Gouvernement du Royaume-Uni n'insistera pas pour faire appliquer la Constitution du 6 décembre 1961. Nous espérons que, en tant que grande puissance ayant déjà beaucoup fait pour la liberté des peuples autrefois colonisés, le Royaume-Uni apportera, dans un élan de justice, les modifications nécessaires à la Constitution pour donner la liberté, la vraie liberté, à la Rhodésie du Sud.

62. M. CORNER (Nouvelle-Zélande) [traduit de l'anglais]: Pendant une grande partie de son existence et davantage encore depuis quelques années, l'Assemblée a été préoccupée par les tensions qui accompagnent

une modification aussi considérable de la politique internationale et une telle révolution de l'opinion mondiale que celles que provoque la fin du régime colonial. Elle a acquis ainsi une grande expérience quant aux méthodes d'approche, ce qui peut lui être fort utile en ce moment où nous abordons les derniers et les plus complexes des problèmes du colonialisme. De tous les problèmes encore à résoudre, il en est peu qui soient aussi complexes que la question de la Rhodésie du Sud, il en est peu qui exigent de nous plus de soin et de plus grands efforts pour saisir les réalités ainsi que les sentiments en cause. A propos de nombreuses autres questions, l'Assemblée générale peut adopter des résolutions qui sont de simples déclarations de principe. Or, l'examen même de cette affaire par l'Assemblée générale constitue un élément important de la situation elle-même: la plupart d'entre nous en ont conscience.

63. Les expériences antérieures donnent à penser que les Nations Unies ont réussi à résoudre les questions coloniales dans les cas où elles ont cherché à obtenir et ont obtenu la coopération de ceux qui étaient le plus directement intéressés, les puissances administrantes, les pays ayant des intérêts spéciaux ou exerçant une influence particulière, le gouvernement, l'opposition, la majorité et la minorité dans un territoire donné. Si ce rôle de conciliateur est efficace — et nous sommes convaincus qu'il l'est —, il est fort heureux alors que, dans l'affaire qui nous occupe, une des parties les plus directement intéressées, le Royaume-Uni, soit un pays qui possède un passé remarquable du point de vue de la pensée et de l'action libérales.

64. Au cours de ce débat, bien des orateurs ont fait allusion aux nombreux anciens territoires britanniques qui ont été conduits avec succès à l'indépendance depuis la guerre. Nous pourrions également faire état de la coopération apportée de longue date par le Royaume-Uni aux Nations Unies sur les questions coloniales et des efforts considérables qu'il a déployés tout récemment pour étendre encore la portée de cette coopération. Ce passé nous inspire confiance. Si les gouvernements britanniques qui se sont succédé depuis plus d'un siècle ont suivi aussi systématiquement une politique d'émancipation des peuples coloniaux, une politique inspirée par un vif souci des droits des habitants autochtones, il est peu probable que le Royaume-Uni renverse maintenant cette politique en Afrique centrale. Si le Royaume-Uni est aux prises avec des difficultés constitutionnelles en Rhodésie du Sud, il a droit à s'attendre que l'Assemblée générale en tienne dûment compte.

65. Tel est peut-être l'intérêt essentiel d'une discussion dans cette salle: tous les éléments de ce qui constitue un problème dont tous reconnaissent la difficulté peuvent être étudiés soigneusement et à fond. Il est nécessaire que nous comprenions mieux le besoin de progrès, les difficultés intrinsèques qu'il faudra surmonter et les restrictions qu'impose la pratique constitutionnelle. Ce travail de mise au point a été commencé par le Comité spécial des Dix-Sept dont le rapport fournit une aide indispensable pour l'étude de la question. La présente discussion à l'Assemblée générale contribuera davantage encore à nous en faire comprendre tous les aspects.

66. Il s'agit d'aspects pratiques: questions de méthode et d'approche. Ce qui n'est heureusement pas en jeu, ce sont les objectifs de notre étude. Je crois que nous sommes tous d'accord sur les buts que nous

souhaitons voir atteints en Rhodésie du Sud. Mais il n'est peut-être pas superflu de les rappeler. Le premier but est de toute évidence l'indépendance, le droit pour tous les habitants de la Rhodésie du Sud de diriger librement leur destin. Le deuxième but est la création d'une société solidement fondée sur la dignité et les droits de chaque individu, une société multiraciale ou encore mieux, comme certains l'ont dit, une société non raciale qui puisse offrir la pleine protection de ses lois à tous ses membres. Le troisième but est le corollaire politique essentiel des deux autres: l'obtention du suffrage universel — à chacun une voix et l'égalité des voix — et la représentation politique sur un pied d'égalité.

67. Les buts ne sont contestés ni par le Gouvernement du Royaume-Uni ni par celui de la Rhodésie du Sud. Le Gouvernement de la Rhodésie du Sud a proclamé publiquement son intention de faire disparaître la discrimination et les inégalités raciales en politique, il a reconnu qu'une majorité africaine sera inévitable d'ici quelques années. Ainsi, la discussion ne porte pas sur les principes. Elle porte sur la pratique, c'est-à-dire sur la cadence et la méthode à suivre pour mettre les principes en œuvre.

68. A propos de la cadence, il a été recommandé — mais non, nous le remarquons, par aucun des orateurs qui ont le sens de leurs responsabilités — que la Rhodésie du Sud accède à l'indépendance immédiatement ou dans les six mois. Le caractère d'irresponsabilité dogmatique d'une proposition de ce genre est évident. L'indépendance comporterait certainement, au stade actuel de l'évolution du territoire, de nombreux dangers que nous voulons tous voir éviter, le durcissement des positions sur la question raciale et l'apparition d'une situation impossible à surmonter. Il est difficile d'estimer la valeur de toute indépendance politique en Rhodésie du Sud qui ne serait pas accompagnée par la mise en place d'une société non raciale et par l'égalité des droits juridiques et politiques. Ces deux derniers facteurs, plus que le simple transfert de la souveraineté, doivent déterminer la cadence de l'évolution.

69. Tout démontre qu'il faut que l'évolution ait lieu simultanément dans plusieurs domaines, aussi bien dans les domaines juridique, administratif et social que dans le domaine purement politique, et cela dans un délai aussi bref que possible. Nous avons été encouragés d'entendre cette opinion confirmée au cours de cette semaine par les discours de plusieurs représentants africains distingués dont la connaissance étroite des problèmes en cause et l'attitude compréhensive donnent une valeur spéciale à leurs recommandations. Cette évolution dans plusieurs domaines a déjà commencé en Rhodésie du Sud et nous pouvons attendre avec confiance des résultats rapides. La cadence de l'évolution s'est accélérée dans le monde entier à mesure que les idées d'émancipation coloniale ont pénétré dans les sociétés les plus éloignées et les plus conservatrices. L'expérience acquise dans d'autres pays indique que l'évolution bénéficie d'un élan de plus en plus fort dès que le mouvement vers l'indépendance est lancé.

70. Cela rend la deuxième question, celle de la méthode à suivre, particulièrement importante. Dépouillé de tous ses aspects secondaires, le véritable débat qui a lieu ici porte sur les meilleurs moyens de stimuler cet élan de l'évolution. Il y a deux positions contradictoires. La première, qui a conduit à l'emploi du terme "puissance administrante"

dans le projet de résolution qui nous est soumis, suppose que le Royaume-Uni a le pouvoir et le devoir d'intervenir dans les affaires intérieures de la Rhodésie du Sud. La seconde position, réaffirmée par le Royaume-Uni tant ici que devant le Comité spécial des Dix-Sept, suppose que le Gouvernement britannique est constitutionnellement dans l'impossibilité d'intervenir.

71. Mon pays, lui-même membre du Commonwealth, est certain que la thèse du Royaume-Uni est correcte. Nous n'y voyons pas un argument juridique factice, mais un fait. Le Commonwealth tout entier a été fondé sur le retrait progressif de l'autorité et du contrôle du Royaume-Uni. Ce retrait a été parfois rapide, il s'est parfois étendu sur des dizaines et des dizaines d'années, mais au cours de ce processus des conventions se sont établies, des ententes constitutionnelles. Ces conventions ont force de loi. C'est d'elles que dépend tout le processus. La Nouvelle-Zélande a parcouru le même chemin et a connu les mêmes étapes. Sans doute parce que nous connaissons bien la question, nous acceptons l'existence de conventions qui peuvent parfois sembler à d'autres vagues et mystérieuses ou même perverses. Pourtant, ces conventions constitutionnelles ne tiennent pas du mystère, mais représentent en fait des réalités politiques. Elles correspondent à la différence entre ce qui est possible en théorie — après tout, tout est possible en théorie à un parlement souverain — et ce qui est possible dans la pratique. Le Parlement britannique pourrait, théoriquement, ne pas tenir compte de ces conventions qui existent depuis longtemps, abroger ses lois antérieures et prétendre intervenir dans les affaires intérieures de la Nouvelle-Zélande, de l'Inde ou du Ghana. En fait, bien entendu, il ne le fera pas. De même, il ne pourrait pas, à ce stade de l'évolution, rétablir son ancienne autorité sur la Rhodésie du Sud.

72. Nos doutes sur l'emploi du terme "autorité administrante" sont plus fortement ancrés que notre certitude qu'une telle définition est contraire à la situation constitutionnelle. Il est bon de se demander, d'un point de vue purement pratique, si une telle méthode ne poserait pas plus de problèmes épineux qu'elle ne pourrait en résoudre. Par exemple, quelle serait la conséquence probable si le Royaume-Uni assumait le rôle d'une puissance administrante et tentait d'intervenir dans l'administration de la Rhodésie du Sud? La Rhodésie du Sud n'est pas une nouvelle colonie; c'est un territoire sur le point d'atteindre la qualité d'Etat et qui possède une longue tradition d'autonomie. Encore que l'on puisse objecter que c'était une minorité qui gouvernait, cette autonomie est un fait. La Rhodésie du Sud possède son propre gouvernement, son parlement et ses forces armées, et nous devons admettre le fait qu'on ne peut les écarter de la scène que par une intervention militaire. Toute tentative d'intervention directe serait, au mieux, vaine. Au pire, elle pourrait fort bien entraîner l'indépendance immédiate du territoire, une indépendance telle que l'Assemblée n'en serait sans doute pas très satisfaite.

73. Mais nous ne pouvons pas nous en tenir à cela. La situation exige que nous voyions les faits tels qu'ils sont. Elle exige aussi que nous ayons l'esprit positif. Reconnaisant la demande instante qui est exprimée à l'Assemblée, notamment par d'importants Etats souverains d'Afrique, d'aider au progrès politique en Rhodésie du Sud, nous devons nous poser

la question de savoir quelles sont les voies, s'il y en a, qui s'ouvrent à nous. Si le Royaume-Uni ne peut pas, pour des motifs constitutionnels, agir directement, les Nations Unies elles-mêmes, ou bien les pays d'Afrique individuellement, peuvent-ils envisager une forme quelconque d'intervention? Ou encore convient-il de laisser tout simplement la situation évoluer d'elle-même à l'intérieur des frontières de la Rhodésie du Sud, avec les risques de violence et de chaos que cela comporte?

74. Fort heureusement, poser ainsi le dilemme, c'est être trop théorique et méconnaître les éléments rassurants de la situation. Le premier élément d'espoir se trouve en Rhodésie du Sud même. On ne peut que regretter la discrimination raciale qui a existé et existe encore. Mais on doit reconnaître aussi que le Gouvernement de la Rhodésie du Sud s'attaque actuellement à ce problème. Par une série de mesures, il a supprimé une grande partie des pratiques discriminatoires qui subsistaient encore officiellement et c'est là un processus qui prend très souvent de l'élan de lui-même. Les mesures qui sont prises par le Gouvernement de la Rhodésie du Sud lui-même, bien que de nombreux membres de l'Assemblée les trouvent peut-être insuffisantes, auraient probablement été considérées comme révolutionnaires dans ce pays il y a trois ou quatre ans. Je ne dis pas cela pour justifier la situation en Rhodésie du Sud, je veux simplement montrer que ceux qui détiennent le pouvoir politique en Rhodésie du Sud ne sont pas inflexibles, ne sont pas des racistes effrénés, ne sont pas esclaves de certaines théories auxquelles ils obéissent aveuglément. Ce sont des êtres humains qui ont le sens des réalités pratiques. Ils ont avancé et ils avancent aujourd'hui à une cadence que tous les colons estiment probablement être très rapide, une cadence que beaucoup pensent sans doute être beaucoup trop rapide. Nous ne nous trouvons pas, comme nous semblons nous trouver dans certains autres cas, en présence d'une situation sans issue; nous ne sommes pas dans une impasse. Si nous ne voulons pas faire une farce de tout le processus de décolonisation, il doit certainement y avoir sur le plan international une possibilité de départager les situations qui peuvent trouver une solution et celles qui n'en ont pas, de distinguer ceux qui sont disposés à agir dans le bon sens de ceux qui se refusent à tout changement. S'il n'existe pas un tel discernement sur le plan international, les recommandations des Nations Unies seront méconnues et considérées comme déraisonnables, et ce serait vraiment tragique car les Nations Unies ont un rôle indispensable à jouer dans bien des situations si l'on veut éviter le chaos et les effusions de sang.

75. Le deuxième élément d'espoir est que, même si le Royaume-Uni ne possède pas constitutionnellement le pouvoir d'intervenir, il bénéficie cependant d'une position telle qu'il peut exercer une influence considérable sur le destin du territoire.

76. C'est là sans doute, en fait, la seule influence extérieure importante que subisse le Gouvernement de la Rhodésie du Sud et nous devons, lorsque nous réclamons au Royaume-Uni de faire certaines choses, nous poser la question de savoir si nous ne lui demandons pas de faire des choses qui détruiraient cette influence. Le Royaume-Uni a usé de son influence librement jusqu'ici pour essayer d'éviter que la situation raciale ne devienne trop tendue. En fait, l'initiative qu'il a prise de convoquer la conférence

qui a abouti à la Constitution de 1961 en est un exemple. On y voit également la preuve, qu'on approuve ou non cette constitution dans sa totalité, que cette influence s'est exercée pour le bien et dans un sens libéral.

77. La nouvelle Constitution contient des éléments dont on peut certainement se féliciter car ce sont des facteurs de progrès sur la route à parcourir. Elle fait jouer davantage les méthodes démocratiques et assure une représentation africaine qui, selon les propres prédictions de sir Edgar Whitehead, doit inévitablement amener une majorité africaine. Elle contient une déclaration des droits qui, tout en n'atteignant pas à ce stade le but d'institutions pleinement non raciales, est un important pas en avant en vue de diminuer les craintes de chaque communauté et de favoriser la coopération entre les races. Nous avons été un peu déçus de voir cette expérience constitutionnelle prometteuse rejetée aussi sommairement par le Sous-Comité dans son rapport, en tant que solution inappropriée pour remplacer les anciens pouvoirs réservés du Royaume-Uni.

78. Je le répète, encore qu'il reste beaucoup à faire, la situation n'est pas statique. Il y a là certainement un élément fondamental dont il faut tenir compte lorsqu'on examine quelles mesures les Nations Unies peuvent prendre maintenant. Presque tout le monde reconnaît que les mesures qui ont été prises, bien qu'utiles, ne sont pas suffisantes et que la cadence du progrès doit être accélérée. Le Royaume-Uni a reconnu lui-même la nécessité de nouveaux efforts. Après tout, il ne faut pas oublier que le Royaume-Uni a un plus grand intérêt qu'aucun autre Membre de l'Organisation à favoriser en Afrique centrale une solution pacifique et satisfaisante pour toutes les races. Le Royaume-Uni, nous le savons, a donné à un ministre du plus haut rang, M. R. A. Butler, la charge des affaires d'Afrique centrale, avec tâche de s'occuper de la situation tout entière; il l'a envoyé à Salisbury pour s'entretenir avec le Gouvernement de la Rhodésie du Sud. La situation n'est donc pas statique.

79. Dans ces conditions, il nous semble que la question pratique qui se pose maintenant aux Nations Unies est de savoir comment elles peuvent le mieux renforcer l'influence qu'exerce le Royaume-Uni et aider ainsi M. Butler dans sa tâche délicate. La mission de M. Butler est une mission diplomatique et non administrative et la plupart d'entre nous reconnaîtront que les tentatives de coercition ne créent pas l'atmosphère la plus favorable aux contacts diplomatiques. Les Nations Unies ne peuvent améliorer la situation en poussant le Gouvernement britannique à prendre des mesures anticonstitutionnelles. Agir ainsi, en admettant que ce soit possible, serait simplement risquer de détruire l'influence britannique. Ce que l'Assemblée peut faire, c'est appuyer et encourager les efforts du Royaume-Uni et, en attirant l'attention de l'opinion mondiale sur la situation en Rhodésie du Sud, accélérer le progrès vers la réalisation des idéaux de la Charte.

80. Nous sommes convaincus que c'est par une action de ce genre que les Nations Unies peuvent le mieux aider la population de la Rhodésie du Sud. Nous pensons que c'est même sans doute la seule voie qui s'ouvre à nous. De nombreux orateurs l'ont reconnu implicitement en demandant au Royaume-Uni de suivre ses grandes traditions. C'est un progrès de ce genre, patient, peu spectaculaire, mais souvent très réel, qui répond peut-être le mieux à la tradition politique

britannique et bien des membres de l'Assemblée peuvent, comme nous-mêmes, témoigner des résultats d'une telle politique. Il serait contraire à la tradition britannique de s'écarter subitement de cette ligne politique commune vieille de 150 ans qui est la base même de la convention du Commonwealth qui régit cette question.

81. En examinant la question de la Rhodésie du Sud, il est facile, dangereusement facile même, de borner nos discours à des déclarations de principes que nul ne contestera et d'éviter ainsi d'aborder le véritable problème de la mise en œuvre de ces principes. Nous préférons suivre l'exemple des voisins africains de la Rhodésie du Sud, qui ont adopté ici, à l'Assemblée, une méthode d'approche plus pratique et plus positive. C'est pourquoi nous espérons que la discussion à l'Assemblée, en définissant une fois de plus les buts à atteindre et les obstacles qui demeurent, apportera une contribution importante au processus de négociation et à la solution définitive. L'Assemblée a un choix très difficile à faire. Il serait tragique qu'une décision prise à la légère nuise à la recherche d'une solution pacifique que nous souhaitons tous au lieu d'aider à l'atteindre.

82. Il serait tragique aussi — et je fais ici état d'un intérêt particulier de la Nouvelle-Zélande —, il serait tragique du point de vue de l'idée d'un Commonwealth multiracial que nos espoirs en une solution pacifique soient vains. L'idée d'une coopération libre sur un pied d'égalité entre de nombreuses races a peut-être été le plus grand apport du Commonwealth. Son triomphe en Rhodésie du Sud ne serait pas seulement à l'avantage de ce territoire, mais aurait des répercussions dans toute l'Afrique australe et permettrait au Commonwealth de faire un apport encore plus grand à la solution des problèmes humains. Nous savons très bien que de nombreux membres du Commonwealth considèrent cette affaire comme cruciale. Nous sommes certains que, si nous voulons donner une signification encore plus grande à notre association multiraciale, elle doit être fondée sur un respect sans réserve de la valeur et de la dignité de toute personne humaine, dans notre propre pays, dans tout pays du Commonwealth et dans la communauté mondiale tout entière. Si elle ne parvient pas à mettre en œuvre ces idéaux parmi ses membres, sa force morale sera perdue.

M. Volto (Costa Rica), vice-président, prend la présidence.

83. M. ACHKAR (Guinée): Le caractère d'extrême gravité de la situation en Rhodésie du Sud et l'urgence de l'examen de cette question par l'Organisation des Nations Unies ont été reconnus, sans équivoque, par l'Assemblée générale, sur l'initiative du groupe africano-asiatique et sur la base des conclusions formulées par le Sous-Comité pour la Rhodésie du Sud, dans son rapport du 26 avril 1962 [A/5124, annexe I].

84. En effet, l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la reprise de la seizième session prouve éloquemment que la majorité des Etats Membres de notre organisation considèrent qu'il est hautement important d'exprimer l'opinion des Nations Unies sur cette brûlante affaire et de formuler des suggestions et des recommandations dont l'observation par les parties directement intéressées serait susceptible de changer radicalement l'évolution dangereuse des événements que connaît la Rhodésie du Sud. Cette décision de l'Assemblée générale prouve tout l'intérêt que nous attachons tous à la liquidation rapide

et pacifique du phénomène colonial dont l'existence prolongée continue, d'une façon croissante, à menacer la paix et la sécurité internationales.

85. Au cours de la dernière décade qui a vu naître sur le continent africain un nombre impressionnant d'Etats souverains, certaines régions de notre continent sont demeurées dans l'obscurité la plus totale par la faute d'une politique d'oppression continue des populations africaines qui a revêtu toutes les formes repoussantes du colonialisme, du racisme à l'obscurantisme. La Rhodésie du Sud fait partie de ces pays dont la plupart connaissent actuellement des situations tragiques allant de la guerre impitoyable au génocide pur et simple.

86. Parallèlement à cet état de choses, l'Organisation des Nations Unies a poursuivi ses efforts inlassables en faveur des peuples opprimés, efforts qui ont été couronnés par l'adoption de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Tous les pays auxquels devaient s'appliquer les dispositions de cette déclaration sont connus des membres de notre assemblée. En effet, aucun d'entre eux ne siège parmi nous. Nous étions donc en droit de nous attendre à ce que les puissances coloniales s'engagent sans réserve dans la voie de la libération de ces territoires dont elles assument encore les destinées historiques. Plus que toute autre puissance, nous fondions des espoirs sur l'esprit de clairvoyance du Royaume-Uni pour que le reste de son empire colonial s'engage immédiatement dans le processus de libération rapide et complète recommandé par l'Assemblée. Malheureusement, en dépit de son engagement solennel de coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'évolution rapide de ses colonies, le Royaume-Uni a cru devoir découvrir pour la Rhodésie du Sud un statut spécial, un statut hybride, un statut entre celui de colonie, celui de territoire autonome et celui de territoire indépendant.

87. C'est en raison de ces faits que ma délégation, en compagnie d'autres délégations d'Afrique et d'Asie, a déposé devant l'Assemblée générale, au cours de la reprise de la seizième session, un projet de résolution dans lequel nous demandions au Comité spécial des Dix-Sept d'examiner si le territoire de la Rhodésie du Sud avait accédé à une autonomie pleine et entière. Ce projet a été adopté par une écrasante majorité des Nations Unies [résolution 1745 (XVI)].

88. Il faut dire qu'au moment où nous déposons ledit projet de résolution ma délégation était de celles qui étaient convaincues que la Rhodésie du Sud ne satisfaisait en aucune manière à la définition de territoire autonome telle qu'elle est acceptée par notre organisation. En effet, les résolutions 742 (VIII) et 1541 (XV) contiennent des principes permettant de juger si un territoire anciennement colonisé a effectivement accédé au statut d'autonomie complète. Aucun de ces principes, ni celui relatif au statut d'Etat souverain et indépendant, ni celui relatif à l'association avec un Etat indépendant, ni celui relatif à l'intégration dans un Etat indépendant, n'est applicable à la Rhodésie du Sud. Néanmoins, nous avons tenu à donner l'occasion à tous les Etats Membres de se prononcer sur le statut réel de la Rhodésie du Sud. Ce statut réel vient d'être porté à la connaissance de l'Assemblée générale par le Comité spécial des Dix-Sept qui affirme sans équivoque dans son rapport que "le territoire n'avait pas encore pleinement accédé à l'autonomie" [A/5124, annexe I, par. 23].

89. Cela veut dire que la Rhodésie du Sud est une colonie et, de ce fait, doit bénéficier des dispositions de la Déclaration de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

90. Certes, ce pays a bien un gouvernement, mais c'est un gouvernement que l'on pourrait qualifier d'illégal et, comme l'a dit si brillamment le Ministre des affaires étrangères de la Nigéria, c'est un gouvernement d'une minorité blanche par une minorité blanche, pour une minorité blanche. De ce fait, il ne peut pas représenter le peuple de la Rhodésie du Sud, en ce qui nous concerne.

91. Il ne semble d'ailleurs pas inutile à ma délégation de répéter ici toutes les conditions politiques, économiques et sociales qui caractérisent la Rhodésie du Sud. Celles-ci ont été longuement exposées à cette tribune par les voix les plus autorisées. Elles vont de la conquête brutale, parfois surnoise sinon hypocrite du pays par la puissance coloniale, jusqu'à l'asservissement des populations aux intérêts du colonisateur. Dans le cas précis qui nous préoccupe, ce schéma simplifié de la conquête et de la domination coloniales est aggravé par la discrimination raciale avec tous ses méfaits dans les domaines politique, économique et social, et par la mainmise globale et multiforme d'une poignée de colons immigrants sur toutes les richesses du pays. Toute autre définition du statut politique de la Rhodésie du Sud n'est que fallacieuse et doit être rejetée par l'Assemblée de la manière la plus catégorique à l'instar du Sous-Comité des Nations Unies pour la Rhodésie du Sud. Il convient dès lors d'examiner les dispositions prises par la puissance coloniale pour promouvoir et réaliser l'exercice effectif du droit inaliénable à l'autodétermination des populations de la Rhodésie du Sud.

92. A cet égard, un examen attentif de la Constitution du 6 décembre 1961 proposée pour la Rhodésie du Sud révèle clairement que la Puissance administrante ne tient pas à faire face aux légitimes exigences d'évolution des populations de sa colonie. En effet, le caractère raciste et antidémocratique de ladite constitution apparaît si brutalement qu'on a de la peine à croire que le Royaume-Uni a pris une part quelconque à sa rédaction. Car le Royaume-Uni, qui a donné tant d'exemples de sa clairvoyance et de sa bonne volonté de décolonisation, s'efforce de faire accepter par les populations africaines de la Rhodésie du Sud — c'est-à-dire les 90 p. 100 de la population — un état d'assujettissement perpétuel à une petite minorité blanche qui ne voit que ses intérêts immédiats, demeurant tragiquement aveugle devant ses intérêts à longue échéance. Comment donc s'étonner que l'unanimité des populations africaines de Rhodésie se soit élevée contre une telle tentative? Leurs porte-parole les plus autorisés, notamment M. Joshua Nkomo, chef du Zimbabwe African People's Union, n'ont pas caché devant le Comité spécial leurs inquiétudes et leurs réserves devant une telle tentative d'asservir pour toujours leur population. Ils n'ont pas non plus caché que, dans le cas où cette prétendue constitution connaîtrait un début d'application en Rhodésie du Sud, ce pays évoluerait inexorablement vers une situation comparable à celle existant en Afrique du Sud.

93. Il va sans dire que ni les populations africaines, ni les Etats africains, ni l'opinion publique internationale, y compris celle du Royaume-Uni, ne peuvent tolérer une telle évolution. Il ne fait aucun doute

que, si des mesures immédiates n'étaient pas prises pour mettre fin à l'existence de la Constitution du 6 décembre 1961, la situation en Rhodésie du Sud passerait de l'état de gravité actuel à l'état de tragédie. C'est pourquoi l'on ne pourrait trop insister pour que le Royaume-Uni s'inspire le plus largement possible des dispositions de la résolution sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et, notamment, du paragraphe 5 de ladite résolution qui déclare:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

94. Voilà la seule voie raisonnable qui s'offre aux tenants du colonialisme en Rhodésie du Sud et qui pourrait empêcher la poignée de colons de ce pays d'y instaurer une situation semblable à celle que les déments de l'Organisation de l'armée secrète ont créée dans un autre pays frère d'Afrique, l'Algérie. Ce n'est pas trop demander au Royaume-Uni, dont ma délégation tient à souligner l'esprit conciliant et la volonté décolonisatrice, d'entendre l'appel des pays anciennement colonisés pour sauvegarder l'amitié qui la lie à ce que le représentant de Ceylan a appelé ses "cousins du Commonwealth".

95. Nous reconnaissons la délicatesse de la situation, nous reconnaissons les difficultés réelles qu'il faut surmonter. Mais nous savons aussi que, dans des situations aussi difficiles, des solutions raisonnables ont été trouvées conformément à la justice la plus élémentaire et aux intérêts bien compris de toutes les couches de la population. En ce moment même, nous savons que des efforts sont déployés de tous côtés pour qu'en Afrique orientale le vent de changement emporte les anciens liens de domination qui caractérisaient les relations du Royaume-Uni avec le Tanganyika, le Kenya et l'Ouganda, pour les remplacer par des liens nouveaux de coopération volontaire et d'amitié sincère.

96. Notre conviction est qu'en tout état de cause l'Organisation des Nations Unies, gardienne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et protectrice de la paix et de la sécurité internationales, doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher une détérioration plus grande de la situation en Rhodésie du Sud. Les représentants des 28 Etats africains ont, quant à eux, le devoir de veiller à ce que leurs frères ne soient plus traités comme des animaux dans aucune partie du continent africain.

97. Dans tous les cas, ma délégation pense que les récentes leçons de l'histoire de la décolonisation en Afrique devraient être retenues par tous, pour éviter au monde de connaître de nouvelles tragédies semblables à celles qui se déroulent en Algérie et en Angola. Qu'on se le dise bien: nous n'accepterons jamais qu'une nouvelle Afrique du Sud soit créée sur notre continent.

98. Malgré nos inquiétudes, malgré notre révolte, malgré le degré insupportable des souffrances que vivent chaque jour nos frères de Rhodésie du Sud comme du Nord, l'esprit de modération et de conci-

liation qui anime la plupart des délégations devant ce difficile problème où la responsabilité du Royaume-Uni est entière apparaît clairement dans le projet de résolution que de nombreuses délégations africaines et asiatiques, dont la mienne, ont eu l'honneur de présenter à cette assemblée. Ce projet ne fait que réaffirmer les conclusions du Sous-Comité pour la Rhodésie du Sud en ce qui concerne notamment le fait qu'une vaste majorité de la population de la Rhodésie du Sud a rejeté la Constitution du 6 décembre 1961, et aussi le fait que l'égalité des droits et l'exercice des libertés politiques soient refusés à une vaste majorité de la population. Il constate également une évidence en ce qui concerne l'attitude du Gouvernement du Royaume-Uni qui n'a pas encore pris des mesures pour transférer tous les pouvoirs au peuple de la Rhodésie du Sud, conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV).

99. C'est pourquoi les auteurs de notre projet de résolution, après avoir affirmé une vérité incontestable sur la Rhodésie du Sud qui est un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, prient simplement l'Autorité administrante d'entreprendre certaines mesures qui nous semblent susceptibles d'assainir radicalement la situation dans l'une des dernières colonies de la Couronne britannique.

100. Parmi ces mesures, la première est conforme aux pratiques du Royaume-Uni puisqu'elle ne demande que la convocation d'une conférence constitutionnelle avec la participation des représentants de tous les partis politiques. Bien entendu, la Constitution du 6 décembre 1961 devrait être purement et simplement répudiée. Quant à la mesure tendant à rétablir les droits des populations non européennes et à supprimer les restrictions sur l'exercice de la liberté politique et l'abrogation des lois à caractère discriminatoire et raciste, elle est conforme aux intérêts de toutes les populations de la Rhodésie du Sud, y compris la minorité de colons. Pour permettre l'exercice des libertés politiques, une amnistie de tous les détenus politiques est, sans aucun doute, indispensable. C'est la raison pour laquelle les coauteurs font cette recommandation, avant de prier le Comité spécial de poursuivre ses efforts constructifs.

101. Ma délégation est d'avis que l'adoption de ce projet de résolution, à une majorité écrasante de l'Assemblée générale, apportera aux efforts de décolonisation du Royaume-Uni un soutien inestimable, grâce à l'appui moral que notre organisation aura accordé à tous ceux qui luttent, dans le monde entier, pour la liberté, l'égalité, la coexistence pacifique dans la coopération amicale et loyale.

102. Nous sommes convaincus que, si le Royaume-Uni et les tenants du régime actuel de la Rhodésie du Sud, sir Edgar Whitehead et sir Roy Welensky, entendaient l'appel contenu dans notre projet de résolution, nous pouvons être sûrs que nous aurions aidé la Rhodésie du Sud, l'Afrique et le monde à passer l'un des caps les plus dangereux de la décolonisation.

M. Mongi Slim (Tunisie) reprend la présidence.

103. M. ZOPPI (Italie) [traduit de l'anglais]: Ma délégation a déjà eu l'occasion d'exposer ses vues sur la question de la Rhodésie du Sud lorsqu'elle a été examinée par la Quatrième Commission et, plus tard, par le Comité spécial des Dix-Sept. A ces deux organes, nous avons, je pense, clairement indiqué que nous appuyons sans aucune réserve le principe de

l'octroi des droits politiques à tous les citoyens, sans discrimination d'aucune sorte, et que nous considérons la situation actuelle en Rhodésie du Sud comme contraire aux principes du progrès politique et social de notre époque. La question est de savoir comment on peut le mieux remédier à cette situation.

104. Récemment encore, parlant à la 1468ème séance du Bureau sur le point de savoir si l'Assemblée générale devait inscrire la question de la Rhodésie du Sud à son ordre du jour à la reprise de sa seizième session, j'ai souligné que ma délégation était pleinement consciente de la situation anormale existant actuellement dans ce territoire. J'étais alors d'avis, et je le suis encore, que les Nations Unies devaient examiner la question. A ce moment-là, j'avais cependant fait valoir qu'un débat à l'Assemblée générale qui aurait lieu maintenant pourrait ne pas avoir de bonnes répercussions sur le plan politique. J'ai déclaré que ma délégation était plutôt portée à croire qu'il fallait actuellement laisser se développer les forces modérées et libérales dont dépendent en fin de compte le progrès et le bien-être social et politique de la Rhodésie du Sud. A cet égard, j'avais exprimé l'espoir, que je conserve encore, que, quelles que soient les raisons invoquées pour l'ajournement des élections, cet événement pouvait représenter l'amorce d'un changement dans l'évolution politique du territoire. Néanmoins, l'Assemblée générale en a décidé autrement et nous examinons actuellement la question.

105. Au risque de me répéter, je désire indiquer à nouveau que nous ne considérons pas la situation actuelle en Rhodésie du Sud, même si elle est transitoire, comme compatible avec les normes fixées par les Nations Unies, normes que nous soutenons entièrement. Dans la plus grande partie de l'Afrique, on a adopté ces normes de libertés démocratiques; la Rhodésie du Sud ne devrait pas faire exception. La stabilité politique et la concorde qui sont à la base d'un développement économique et social ordonné ne peuvent en aucune façon être atteintes si la grande majorité de la population ne peut participer activement à la vie politique du pays.

106. En conséquence, nous reconnaissons entièrement qu'un changement est nécessaire. Je vois dans le projet de résolution [A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4] présenté par un certain nombre de délégations de pays d'Afrique et d'Asie l'idée de la convocation d'une conférence constitutionnelle en vue d'élaborer pour la Rhodésie du Sud une nouvelle constitution qui garantirait les droits de la majorité de la population. Le même texte demande le rétablissement de tous les droits de la population non européenne et la suppression de toutes les restrictions et réserves imposées par la loi ou dans la pratique à l'exercice de la liberté d'activité politique.

107. Ce sont là des objectifs auxquels nous souscrivons bien entendu sans aucune hésitation. Cependant, nous ne voyons pas comment ces objectifs pourront être atteints en chargeant simplement le Royaume-Uni de cette tâche.

108. Je sais que diverses délégations estiment que la Rhodésie du Sud est un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies et que, par conséquent, le Royaume-Uni a les moyens, sur le plan juridique et sur le plan pratique, d'y imposer de nouvelles règles constitutionnelles. D'autres, dont la délégation du Royaume-Uni, sont d'un avis contraire.

109. Cependant, quels que soient les arguments présentés au sujet de cette question juridique, je prétends qu'un changement radical de la situation en Rhodésie du Sud — et nous pensons bien qu'en fin de compte ce changement devra être radical — ne peut intervenir à la suite d'une simple décision prise à Londres. Le moins qu'on puisse dire est qu'il faudrait qu'il y ait un certain accord des organes locaux de gouvernement qui ont été institués depuis 1923. Ce sera là sans doute un facteur qui compliquera les choses et ce l'est en effet, mais telle est la situation.

110. Penser que la situation constitutionnelle en Rhodésie du Sud peut être modifiée par certaines décisions à caractère obligatoire prises par le Royaume-Uni équivaudrait à méconnaître les réalités de la situation dans ce territoire.

111. Les problèmes de la décolonisation ne sont pas toujours les mêmes partout. Par conséquent, les méthodes à suivre pour parvenir aux résultats que nous souhaitons tous doivent être adaptées à chaque cas particulier. De plus, il convient de souligner que ce n'est pas toujours ce qui semble à première vue la méthode la plus rapide pour aboutir aux résultats recherchés qui est la plus facile ou celle qui réussira le mieux. Dans certains cas, les problèmes de la décolonisation peuvent être résolus avec une facilité relative dans un temps assez bref; dans d'autres, la situation est plus complexe et tel est le cas, par exemple, en Rhodésie du Sud.

112. Lorsque nous nous trouvons en présence de telles situations, nous devons, à mon sens, laisser ouvertes toutes les portes pouvant conduire à une solution, plutôt que d'adopter une ligne de conduite qui risquerait de mener moins facilement à des résultats positifs.

113. Bien entendu, l'aide du Gouvernement du Royaume-Uni et ses efforts inlassables et patients pour amener un changement en Rhodésie du Sud seront indispensables. Nous en sommes pleinement convaincus. Cependant, ces efforts du Royaume-Uni peuvent être considérés comme le moyen de mettre en marche le processus de revision qui est souhaitable, mais certainement pas comme ce processus lui-même.

114. A ce point de vue, je pense qu'on reconnaît généralement ici que l'œuvre passée et les traditions de l'administration britannique en Afrique et ailleurs constituent des garanties suffisantes, très suffisantes en fait, que le Gouvernement du Royaume-Uni fera tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en marche ce bienfaisant processus d'évolution en Rhodésie du Sud.

115. Sir Patrick Dean a formellement déclaré devant l'Assemblée générale [1109ème séance] que l'avenir de la Fédération d'Afrique centrale de la Rhodésie et du Nyassaland était actuellement soumis à une nouvelle étude par son gouvernement et il a ajouté: "Dans tous les territoires où nous avons certaines responsabilités, le Royaume-Uni exerce son influence dans le sens de l'établissement de constitutions libérales."

116. C'est là une coopération dont l'Assemblée générale ferait bien de tirer entièrement parti. Son but, à notre sens, doit être d'encourager des réformes dans le territoire et le Royaume-Uni peut jouer à cet égard un rôle vraiment efficace. Il s'agit de savoir quel est le meilleur moyen de faciliter l'accomplissement de cette tâche difficile par le Gouvernement du Royaume-Uni. Nous pensons sincèrement qu'on ne peut appliquer aucune formule rigide à cet effet et nous réaffirmons que l'adoption de décisions dont l'application serait impossible ne contribuerait en rien à favoriser une solution.

117. Dire que la persuasion, non la contrainte, est la meilleure méthode, sinon la seule méthode qui soit offerte, ce n'est pas essayer de réduire l'ampleur du problème. Au contraire, c'est précisément parce que nous sommes conscients de la complexité et de la gravité de la situation, parce que nous désirons sincèrement la voir redressée, que nous recommandons cette ligne de conduite qui nous semble la plus opportune.

118. Mon pays respecte pleinement le principe du plein exercice des droits et libertés démocratiques. Ce principe nous est cher et nous souhaitons le voir appliquer dans le monde entier, notamment en Afrique où le vent de changement et de progrès a fait jaillir des forces nouvelles qui ont donné un appui plus grand à la collectivité internationale dans ses efforts en vue de favoriser la paix, la justice et la liberté. Nous espérons sincèrement encourager d'une manière positive cette évolution dont nous nous félicitons, cette évolution dont le monde peut attendre un ordre nouveau, pour le bien de tout le genre humain.

119. Pour résumer, je dirai que ma délégation accepte, dans le projet de résolution, tous les points de fond. Nous les approuvons en tant que déclaration de principes. Cependant, il nous est difficile d'accepter pour le moment l'idée de les soumettre, accompagnés d'une invitation formelle, au Gouvernement du Royaume-Uni.

La séance est levée à 12 h 55.